



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 23/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VALTOM**

1 rue des Domaines de Beaulieu  
63000 Clermont-Ferrand

Références : [P4S-24-56](#)  
Code AIOT : 0005601635

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2024 dans l'établissement VALTOM implanté chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand. L'inspection a été annoncée le 12/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALTOM
- chemin de puy-long 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005601635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le VALTOM, syndicat mixte départemental, a été créé par arrêté préfectoral du 27 janvier 1997 pour mettre en œuvre une filière globale de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire.

Le VALTOM regroupe toutes les collectivités du Puy-de-Dôme et du nord de la Haute-Loire chargées de l'élimination des déchets ménagers.

Le VALTOM exploite l'ISDND de Puy-Long sur la commune de Clermont-Ferrand. L'arrêté préfectoral n°13/02155 du 31 octobre 2013 a autorisé le VALTOM à exploiter deux casiers de stockage d'une capacité de stockage globale de 1 060 000 m<sup>3</sup> pour une durée de vie de 13 ans.

## Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 (rejets aqueux)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des rejets		
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté préfectoral du 31/10/2013, article 4.3.6.2.1	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté préfectoral du 31/10/2013, articles 9.2.2.1, 9.2.2.2, 4.3.9.2, 9.3.1	Sans objet
5	Respect des VLE-Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté préfectoral du 31/10/2013, articles 4.3.7 , 4.3.9.1, 4.3.9.2	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté préfectoral du 31/10/2013, article 4.3.5	Sans objet
8	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
9	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.2.5.1	Sans objet
10	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 1.5.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

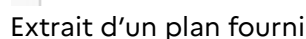
L'inspection portait spécifiquement sur les rejets aqueux. Il n'a pas été constaté de non-conformité dans le suivi des eaux de surface (ruissellements, lixiviats qui partent en station d'épuration) ni dans celui des eaux souterraines (suivi de 7 piézomètres). L'exploitant est invité à poursuivre la saisie des résultats sur la plateforme GIDAF dédiée.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Art.4.2.2 AP du 31/10/2013 : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour.</p> <p>Art.4.3.1 : l'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents : eaux de ruissellement externe, eaux de ruissellement interne susceptibles d'être polluées, lixiviats, eaux domestiques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des plans des réseaux sont disponibles (mise à jour : juin 2021 et juillet 2022, au moment de l'extension du casier 2). Y figurent :</p>

- Par exemple, le débitmètre mentionné sur le plan a été effectivement observé entre le bassin des lixiviats et le bassin des eaux pluviales (nord-ouest) et le positionnement des rejets (STEP, milieu naturel) est correct.



**Type de suites proposées :** Sans suite

rejet n°1 : lixiviats, vers le réseau des eaux usées de la ville de Clermont -Ferrand (STEP des Trois Rivières)

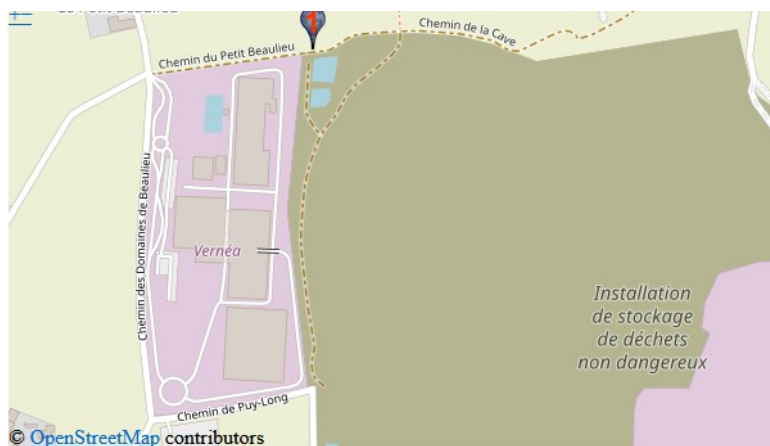
rejet n°2 : eaux de ruissellement interne, en sortie de bassin dans le fossé vers le ruisseau « le Bec »  
rejet n°3 : sortie du débourbeur-deshuileur, vers le bassin de collecte des eaux de ruissellement interne.

Art.4.3.6.1 de l'AP du 31/10/2013 : Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet.../... Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

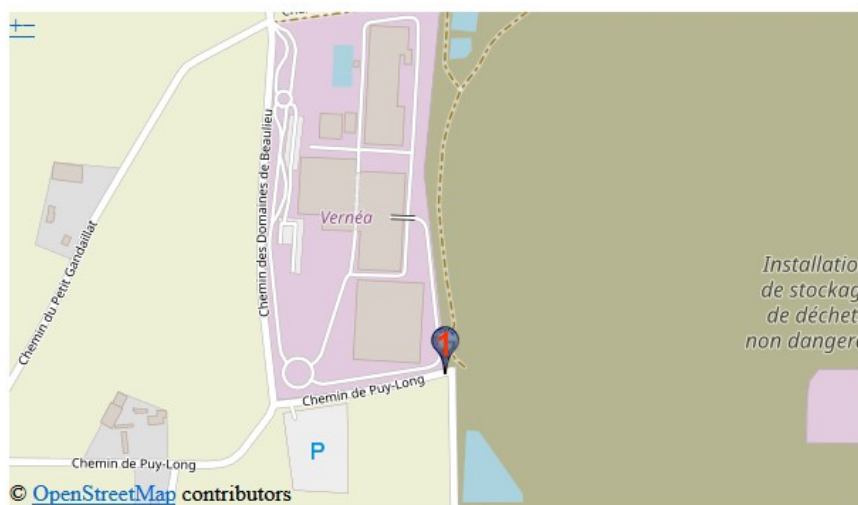
### Constats :

Les deux points de rejet ont pu être observés. Rien de particulier n'est à signaler. Le point de rejet n°2 était sec.

Rejet n°1 :



Rejet n°2 :



Le rejet n°3 (eaux en sortie de débourbeur-déshuileur) n'existe pas (pas de débourbeur-deshuileur, pas d'eaux de lavage des véhicules).

L'arrêté d'autorisation pourra être modifié à l'occasion pour adapter le cas échéant les articles 4.3.5.1 (repères internes : localisation du point de rejet n°3) et 4.3.9.2 (rejets internes : concentration maximale en hydrocarbures totaux du rejet n°3).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Points de prélèvement aménagés**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 31/10/2013, article 4.3.6.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>aménagements des points de prélèvements. Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées..</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les points de prélèvement sont facilement accessibles et permettent l'installation d'un préleveur automatique d'échantillons. Aucune difficulté de prélèvement n'a été signalée lors du dernier contrôle inopiné (octobre 2022).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 31/10/2013, articles 9.2.2.1, 9.2.2.2, 4.3.9.2, 9.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 9.2.2.1 de l'AP du 31/10/2013 :suivi des eaux de ruissellement Les effluents sont analysés au minimum trimestriellement (substances et paramètres de l'art.4.3.9.1, y compris pH et conductivité). Le volume est mesuré à chaque rejet. [...] Art.9.2.2.2 de l'AP : suivi des rejets de lixiviats, fréquence des prélèvements et analyses : - volume : journalière au minimum - en exploitation : (substances et paramètres de l'art.4.3.9.1) * pH, conductivité : en continu * DCO et DBO5 trimestrielle [modification par AP du 25/08/2021] * autres paramètres : trimestrielle .../... L'exploitant intègre dans le rapport annuel la synthèse des résultats des contrôles effectués en cours de l'année écoulée, accompagnés de ses commentaires. Art.4.3.9.2 : Rejets internes. Une analyse de l'effluent (rejet n°3, sortie du débourbeur-déshuileur) est effectuée au minimum une fois par an. Art.9.3.1 : Actions correctives L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise .../.. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées .</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les lixiviats : - les mesures du volume, du pH et de la conductivité sont bien réalisées en continu - la dernière analyse complète date de décembre 2023 Concernant les eaux de ruissellement : - aucun volume n'est renseigné depuis octobre 2023 (sauf en novembre avec des valeurs nulles), mais l'exploitant a renseigné un commentaire (« pas d'évacuation, pas de mesure » et « pas de rejets sur la période, pas de mesure journalière demandée dans l'AP »). Le volume ne doit en effet être renseigné qu'à chaque rejet - les dernières analyses datent de décembre 2023. Concernant la sortie du déshuileur : - la dernière mesure date du 14/12/2021</p>

- le cadre GIDAF a été modifié de sorte que ce 3ème rejet n'apparaît plus à compter de septembre 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les analyses devant être menées trimestriellement, il est attendu des résultats d'analyses (compléter GIDAF) pour le premier trimestre 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Respect des VLE- Actions correctives en cas de dépassement**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 31/10/2013, articles 4.3.7 , 4.3.9.1, 4.3.9.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE- Actions correctives en cas de dépassement

**Prescription contrôlée :**

AP du 31/10/2013 modifié par l'AP du 25/08/2021 :

Art.4.3.7 : pH entre 5,5 et 8,5

Art.4.3.9.1 :

Rejet n°1 : lixiviats → Convention de rejet (arrêté relatif à l'autorisation de rejet des effluents non domestiques du Valtom, daté du 14/06/2021)

**2.2 Admissibilité des rejets traités**

Les rejets traités devront :

- a) avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5
- b) être ramenés à une température inférieure ou au plus égale à 30°C
- c) présenter un taux de graisse inférieur ou égal à 150 mg/l (substance extractible à l'hexane – SEH)
- d) ne pas contenir de composés cycliques hydroxylés, ni leurs dérivés halogénés
- e) être débarrassés des matières flottantes ou déposables, susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou incommodes pour les égoutiers dans leur travail
- f) être exempts d'éléments qui contribueraient à favoriser la manifestation d'odeurs ou de colorations anormales
- g) ne pas contenir plus de 600 mg par litre de matière en suspension (MES)
- h) présenter une demande biochimique en oxygène inférieure ou au plus égale à 800 mg par litre (DBO 5)
- i) présenter une demande chimique en oxygène supérieure en moyenne à 100 mg/l et inférieure ou au plus égale à 2 000 mg/l (DCO)
- j) présenter une concentration en matières organiques telle que la teneur en azote totale du liquide n'excède pas 400 mg par litre si on l'exprime en azote élémentaire
- k) présenter une concentration en phosphore inférieure à 50 mg/l
- l) avoir un taux en hydrocarbures < 10 mg/l
- m) ne pas renfermer de substances capables d'entraîner :
  - la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration
  - la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves, cours d'eau ou canaux
- n) la teneur totale des métaux devra être inférieure à 15 mg/l (zinc, cuivre, nickel, aluminium, fer, chrome, cadmium, plomb, étain)
- o) AOX (éléments halogénés) < 1 mg/l
- p) indice phénol (composés cycliques) < 0.3 mg/l
- q) Matières inhibitrices (éléments toxiques) < 2 Equitox/m³
- r) être à l'équilibre calco-carbonique

Rejet n°2 : (eaux de ruissellement)

Paramètres	Valeurs limites pour les lixiviats avant rejet au réseau d'assainissement	Valeurs limites les eaux de ruissellement avant rejet au milieu naturel
Azote total	Selon convention de rejet	Concentration moyenne mensuelle <30 mg/l si flux journalier max.>50kg/j
Matières en suspension totale (MEST)	Selon convention de rejet	100 mg/l si flux journalier max.< 15 kg/j 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	Selon convention de rejet	70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	Selon convention de rejet	300 mg/l si flux journalier max.< 100 kg/j 125 mg/L au-delà
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	Selon convention de rejet	100 mg/l si flux journalier max.< 30 kg/j 30 mg/l au-delà
Phosphore total en moyenne annuelle	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l, si flux journalier max. > 15kg/j	2 mg/l
Phénols	Selon convention de rejet	0,1 mg/l si le rejet dépasse 1g/j
Métaux totaux* dont :	15 mg/l	15 mg/l
Chrome et ses composés (en Cr)	Selon convention de rejet	0,5 mg/L (dont Cr <sup>6+</sup> :100 µg/l) si le rejet dépasse 1g/j
Cuivre et ses composés (en Cu)	Selon convention de rejet	100 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j

Paramètres	Valeurs limites pour les lixiviats avant rejet au réseau d'assainissement	Valeurs limites les eaux de ruissellement avant rejet au milieu naturel
Nickel et ses composés (en Ni)	Selon convention de rejet	200 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	Selon convention de rejet	500 µg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Cd	<0,2 mg/l	<0,2 mg/l
Pb	Selon convention de rejet	50 µg/l si le rejet dépasse 5g/j
Hg	50 µg/l	50 µg/l
Ion Fluorure (en F-)	Selon convention de rejet	15 mg/l si le rejet dépasse 150g/j
Arsenic	1 mg/l	< 0,1mg/l
CN libres	100 µg/l si le rejet dépasse 1g/j	100 µg/l si le rejet dépasse 1g/j
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	Selon convention de rejet	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30g/j
Taux de graisse (SEH)	Selon convention de rejet	Non mesuré
Matières inhibitrices	Selon convention de rejet	Non mesuré

\* Note : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al

### Rejet n°3 (débourbeur-déshuileur)

#### 4.3.9.2. Rejets internes

Référence : N° 3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.1.) : Eaux de lavage des véhicules et pluviales de ruissellement sur les parties imperméabilisées après passage par un débourbeur.

Valeurs limites de rejets :

Paramètre	Concentration maximale
Hydrocarbures totaux	5 mg/l

Une analyse de cet effluent est effectuée au minimum une fois par an.

### Constats :

#### Rejet n°1 (lixiviats) :

- comme indiqué au point de contrôle précédent, le volume, le pH et la conductivité sont mesurés tous les jours.

- les données de mars 2024 ne sont pas encore saisies à la date de rédaction du rapport.

- les valeurs de janvier et février 2024 ne font pas apparaître d'anomalie (volume entre 23 et 121 m3/jour pour une valeur maximale de 240, pH aux alentours de 8,2 pour un maxi à 8,5 ; la conductivité varie peu, autour de 6500 µS/cm)

- l'analyse complète a été faite le 22 décembre 2023.

\* Sur GIDAF, la DCO indiquée à une valeur de 719 mg(O2)/L apparaît en anomalie, ce qui est erroné. En effet, la valeur limite à considérer est celle de la convention avec la STEP, qui fixe une valeur maximale à 800 mg/L : le rejet est donc conforme. Les commentaires de l'exploitant sont justifiés (« seuils en milieu naturel »).

\* idem pour la teneur en Carbone organique et l'azote total, pour lesquelles l'AP renvoie à la convention de rejet. Cette dernière ne fixe pas de seuil haut pour la teneur en carbone (la valeur de 70 mg/L s'applique aux rejets dans le milieu naturel). Quant à la concentration en azote total, la valeur mesurée de 240 mg/L est conforme à la convention de rejet qui fixe une limite à 400 mg/L.

Pour les lixiviats, le cadre GIDAF devra être modifié en ce qui concerne les valeurs limites de rejet.

- MES : 600 mg/L

- DCO : 2000 mg/L

- DBO5 : 800 mg/L

- indice phénol : 0,3 mg/L

- azote total : 400 mg/L

- phosphore total : l'arrêté mentionne une valeur maximale de 10 mg/L alors que la convention indique 50 mg/L. Toutefois, la valeur mesurée (0,34 mg/L) respecte la valeur limite de l'AP plus contraignante (flux < 0,02 kg).



<p>A noter que dans le cadre GIDAF, les seuils pour le Cd, le Cr, le Pb et les EOX sont mentionnés en µg/L alors que l'AP indique des valeurs en mg/L : cela peut prêter à confusion dans le report des données.</p> <p>Rejets des eaux de ruissellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dernières analyses datent de décembre 2023.</li> <li>- Le pH mesuré est en léger dépassement (8,51 pour une limite à 8,5), sans qu'une observation spécifique n'ait été ajoutée. Les autres résultats n'appellent pas de commentaire.</li> <li>- les flux ne sont pas mesurés, contrairement à ce que demande l'AP (MES, DBO5, DCO, CrVI, Pb, EOX). Or, la valeur limite de rejet dépend du flux, d'où la nécessité de pouvoir le mesurer.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Concernant les eaux de ruissellement, des mesures de flux devront être effectuées lors de la prochaine campagne pour les paramètres identifiés dans l'AP : MES, DBO5, DCO, CrVI, Pb, AOX</p> <p>N.B. : L'AP ne prévoit pas de mesurer le flux de phosphore total pour les eaux de ruissellement alors que ce paramètre figure dans le cadre GIDAF [idem pour Cd, As, Hg et Carbone organique total]. Par ailleurs, la valeur maximale pour ce paramètre est fixée à 2 mg/L dans l'AP alors que le cadre indique une valeur de 10 (à corriger, donc, 10 mg/L étant la valeur pour les lixiviats).</p> <p>Attention aussi aux unités utilisées : mg/L dans l'AP pour EOX et Cd, et µg/L dans le cadre GIDAF (peut porter à confusion).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Transmission GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p> <p>Art.9.3.2 de l'AP du 31/10/2013</p> <p>Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement selon les formes définies en accord avec l'inspection, accompagnés des informations sur les causes de dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les cadres GIDAF sont régulièrement remplis. Il conviendra de les compléter avec les analyses du premier trimestre 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Débit de rejet

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 31/10/2013, article 4.3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet</p>

<b>Prescription contrôlée :</b> Débit maxi pour les lixiviats : 240 m3/ jour ou 15 m3/h Débit maxi pour les eaux de ruissellement : 1200 m3/jour ou 72 m3/h ou 20 L/s
<b>Constats :</b> Des débitmètres installés à demeure permettent de mesurer les débits, relevés quotidiennement (jours ouvrés) par le personnel d'exploitation.  A noter pour les eaux de ruissellement, la valeur maxi du rejet n'est pas indiquée dans le cadre GIDAF (1200 m3/jour). En réalité, il y a peu d'évacuation dans le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. Art 4. II II. – L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants: Rubrique de la nomenclature des installations classées Délai pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté 2660, 2661, 2760, 2790, 3410, 3420, 3440, 3450, 4713 : Trois mois 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2750, 2752, 2795, 3120, 3230, 3260, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 : Six mois 2791, 3510, 3531, 3532, <b>3540</b> (stockage déchets dangereux), 3560 : Neuf mois Si un même établissement est soumis à autorisation au titre de plusieurs rubriques, associées à des délais différents, le délai le plus long est retenu. → donc ici : 9 mois
<b>Constats :</b>  L'exploitant a anticipé la mise en œuvre des dispositions de l'AM du 20 juin 2023 relatif à la surveillance des PFAS en mettant en place une surveillance trimestrielle de ses composés dans ses rejets de lixiviats. A terme, l'installation de traitement des lixiviats (intégrant un passage sur caisson de charbon actif) devrait abattre ces substances dans les rejets du site.  Le site a déjà fait réaliser 3 campagnes de prélèvement et d'analyse (à chaque campagne trimestrielle) portant sur les rejets en lixiviats du site (rejets dirigés vers la STEP de Clermont-Ferrand) et sur les paramètres PFAS visés par l'AM du 20 juin 2023 et avec une limite de quantification pour chacune des substances PFAS fixée à 10 ng/L.  Les résultats des 3 campagnes montrent une certaine homogénéité dans les résultats. Ainsi, 6 composés dépassent systématiquement les 100 ng/L et les substances PFAS retrouvées en concentration les plus significatives sont par ordre décroissant : PFBS, PFHxA et PFOA.

Ces campagnes permettent d'établir une liste des substances PFAS rejetées par le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 9 : Suivi des eaux souterraines

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 9.2.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines

### Prescription contrôlée :

L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle des eaux souterraines..../... L'exploitant doit procéder à un contrôle de la qualité et du niveau piézométrique des eaux souterraines à partir des prélèvements effectués dans les piézomètres implantés en périphérie de la zone de stockage des déchets tous les semestres pendant la phase d'exploitation, en période de hautes et basses eaux..../... Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

AP du 25/08/2021 modifiant l'AP du 31/10/2013 :

#### Article 9.2.5.1. Suivi des eaux souterraines

*L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle des eaux souterraines. Ce réseau, constitué d'au moins 3 puits de contrôle dont un amont hydraulique de l'installation et deux à l'aval, doit permettre de définir précisément les conditions hydrogéologiques du site.*

*L'exploitant doit procéder à un contrôle de la qualité et du niveau piézométrique des eaux souterraines à partir des prélèvements effectués dans les piézomètres implantés en périphérie de la zone de stockage de déchets tous les semestres pendant la phase d'exploitation et pendant la phase de suivi, en périodes de hautes et de basses eaux. Les piézomètres sont répartis : 1 à l'amont (F4) et 6 à l'aval (puits INRA / HAS-KO et puits BARDY d'une part et PZ1 et PZ2 bis définis dans l'arrêté d'autorisation du pôle VERNEA, ainsi qu'un piézomètre à créer au niveau des bassins de stockage des lixiviats, d'autre part) et selon le plan d'ensemble fourni au dossier.*

*Les paramètres mesurés semestriellement sont les mêmes que ceux recherchés pour le contrôle de la qualité des lixiviats listés dans le tableau suivant.*

Paramètres pour le suivi des eaux souterraines
Paramètres physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO <sub>2</sub> <sup>-</sup> , NO <sub>3</sub> <sup>-</sup> , NH <sub>4</sub> <sup>+</sup> , SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> , NTK, Cl <sup>-</sup> , PO <sub>4</sub> <sup>3-</sup> , K <sup>+</sup> , Ca <sup>2+</sup> , Mg <sup>2+</sup> , DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX, Arsenic, Cyanures libre, hydrocarbures totaux
- paramètres biologiques : DBO5 ;
- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;
- autres paramètres : hauteur d'eau.

### Constats :

Tous les paramètres ont été mesurés pour les 7 piézomètres, y compris le niveau piézométrique, et renseignés dans GIDAF, pour le mois de septembre 2023, sauf le potentiel Redox.

En avril 2023, c'est le paramètre F qui n'a pas été mesuré (piézo F4, puits « zone bassin », piézo Pz2), le potentiel Redox (puits Bardy), sans qu'un commentaire de la part de l'exploitant n'ait été ajouté.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le suivi devra être renseigné dans GIDAF pour le semestre en cours et à venir. Bien penser à justifier au mieux l'absence de réalisation d'une mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2013, article 1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constitution de garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Montant des Garanties Financières: - période 2023-2025 : 2,742 M€ - période 2026-2028 : 2,748 M€ Acte de cautionnement trouvé : 22/03/2019, échu le 23/03/2023 (3,543 M€).
<b>Constats</b> L'acte de cautionnement dont disposait l'inspection datait du 22/03/2019 et était échu depuis le 23/03/2023 (3,543 M€).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat</b>  L'exploitant a fourni dans les jours qui ont suivi la visite, un acte de cautionnement pour un montant de 3,998 M€, qui couvre la période d'exploitation jusqu'au 23/03/2029.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite